

CMD

CA

HOUNDETON

N° 024/CA du Répertoire

N° 94-24/CA du greffe

Arrêt du 02 mai 2002

AFFAIRE : HOUNDETON B. PIERRETTE

C/

PREFET DE L'ATLANTIQUE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date du 28 juin 1994 enregistrée au Greffe de la Cour le 12 juillet 1994 sous n° 170/GCS par laquelle Maître OLORY TOGBE Léopold, Avocat près la Cour d'Appel de Cotonou, a, pour le compte de HOUNDETON Pierrette, saisi la Chambre Administrative de la Cour Suprême d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'Arrêté Préfectoral n° 2/095/DEP-ATL/SG/SAD du 1^{er} mars 1994 ;

Vu la mise en demeure n° 475/GCS en date du 26 mars 1996 adressée à la requérante, à la suite de la lettre en date du 24 avril 1995 invitant son avocat à produire son mémoire ampliatif ;

Vu la lettre en date du 27 juin 1996 du conseil de la requérante informant la cour du désistement de sa cliente ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 570 du 05 décembre 1994 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller-Rapporteur Grégoire ALAYE en son rapport ;

Où l'Avocat Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;



DE: 2000F

Enregistré à Cotonou le 05/08/02

Fo 25 Case 3159-4

Reçu deux mille francs

L'inspecteur de l'Enregistrement



Christelle Souv...

Q

Considérant que par la requête sus-visée, Maître OLORY-TOGBE Léopold, Avocat à la Cour, a, pour le compte de HOUNDETON B. Pierrette, introduit près la Cour Suprême un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'Arrêté Préfectoral n° 2/095/DEPT-ATL/SG/SAD du 1^{er} mars 1994 ;

Considérant que le 24 avril 1995, une lettre invitant l'Avocat de la requérante à produire son mémoire ampliatif lui a été adressée ;

Considérant que par lettre n° 475/GCS en date du 26 mars 1996, la requérante a été mise en demeure de produire à la Cour ledit mémoire ampliatif ;

Que cette lettre a été réceptionnée par HOUNDETON Paula le jeudi 13 juin 1996 ;

Que les deux correspondances sont restées sans réponse ;

Considérant que par lettre n° 0936/96/OTL/GC du 27 juin 1996, enregistrée au Greffe de la Cour sous n° 308/CS/CA du 08 juillet 1996, le conseil de la requérante a informé la Cour du désistement de sa cliente ;

Qu'il y a lieu en conséquence de lui en donner acte ;

PAR CES MOTIFS,

D E C I D E :

Article 1^{er} : Il est donné acte à la requérante de son désistement d'instance.

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite à la requérante, au Préfet de l'atlantique, aux Héritiers AHOUNOU AHOUKOUN, représentés par le sieur AHOUNOU Jean, intervenant volontaire ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême.

Article 3 : les dépens sont mis à la charge de la requérante.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative

PRESIDENT;

Grégoire ALAYE

et

Joachim AKPAKA

}
}
}

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi deux mai deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier,




